



CONFÉRENCE-DÉBAT : PROTECTION DES DROITS DES TRAVAILLEURS ICI ET AILLEURS: VERS UNE LÉGISLATION SUR LE DEVOIR DE VIGILANCE AU NIVEAU EUROPÉEN ?

Effondrement de Rana Plaza au Bangladesh provoquant la mort de 1100 personnes travaillant dans les ateliers de confection textile, travail dans des conditions inhumaines d'ouvriers migrants pour la construction du stade de la Coupe du monde 2022 au Qatar, exploitation et traite d'êtres humains en Europe: les affaires liées au non-respect des droits des travailleurs et des travailleuses partout dans le monde sont, malheureusement, monnaie courante.

En même temps, les droits liés au travail sur tous les continents ne cessent d'être affaiblis. Selon le rapport 2019 de la Confédération Internationale Syndicale, 85% des États ont enfreint le droit de grève et les autorités ont entravé l'enregistrement de syndicats dans 59% des pays.

De plus en plus de multinationales affichent, par le biais de chartes volontaires, des politiques responsables et éthiques, mais il est extrêmement difficile pour les personnes affectées par leurs activités d'obtenir justice et réparation. Pire encore, le nombre de syndicalistes et

de défenseurs des droits humains et de l'environnement assassinés ne cesse de croître.

Face à cette situation, que peuvent faire l'UE et ses Etats membres ? Comment peuvent-ils obliger les entreprises à respecter les droits des travailleurs et des travailleuses... tout au long de leur chaîne de valeur ?

Participez à la conférence-débat avec **Isabelle Schoemann**, secrétaire confédérale de la Confédération européenne des Syndicats et **Claudia Saller**, coordinatrice d'European Coalition for Corporate Justice (ECCJ).

Quand : 24 octobre 2019 à 18h30

Lieu : Casino Syndical de Bonnevoise

Langues : français et allemand (avec traduction simultanée)

Organisateurs : l'Initiative pour un devoir de vigilance au Luxembourg, l'OGBL et Landesverband

L'entrée est gratuite.

Un verre de l'amitié sera offert.

**DROITS
HUMAINS
AVANT
PROFITS**

Initiative pour
un devoir de
vigilance au
Luxembourg

FNCTTFEL
Landesverband

OGBL